



COLLECTORS

N°21

Août 2013

Créé à la veille de la Seconde Guerre mondiale en 1938, l'Ifop a été le témoin des grands rendez-vous et bouleversements de l'histoire.

Depuis 75 ans maintenant, notre institut cherche à comprendre et à mesurer comment l'opinion publique réagit aux événements et situations de son temps.

Relire aujourd'hui des numéros de la Revue Sondages, que l'Ifop édita de 1945 à 1980, permet de se replonger dans ces moments historiques importants mais aussi de saisir assez finement l'état d'esprit qui prévalait à l'époque.

Convaincus que le présent se nourrit du passé, nous avons décidé de republier régulièrement des analyses de la Revue Sondages de façon à vous apporter un éclairage historique et rétrospectif à différentes occasions.

C'est dans le cadre de la nouvelle publication « Ifop Collectors » que nous vous inviterons régulièrement à remonter le temps avec les enquêtes et les analyses de l'Ifop, à chaque moment important de l'histoire de notre pays.

Jérôme Fourquet
Directeur du Département Opinion
et Stratégies d'Entreprise

Derniers numéros publiés

AOUT 2013

Ifop Collectors n°20 – Août 1944 : L'opinion des Parisiens lors de la libération de la Capitale

JUILLET 2013

Ifop Collectors n°19 – 1986-2013 : La société française et l'homosexualité

JUIN 2013

Ifop Collectors n° 18 – 1995-2013 : Les Français face à l'avenir de leurs retraites

MAI 2013

Ifop Collectors n° 17 – 1972-2013 : Les Français face aux affaires

AVRIL 2013

Ifop Collectors n° 16 – 1971 : Une étude sur la question régionale en Alsace

MARS 2013

Ifop Collectors n° 15 – 1961-1963 : Les conflits sociaux et la grève des mineurs

MARS 2013

Ifop Collectors n° 14 – De 1999 à 2013 : du Kosovo au Mali, l'opinion publique et les interventions extérieures

FEVRIER 2013

Ifop Collectors n° 13 – Été 1962, les agriculteurs français : conditions de vie et opinions

JANVIER 2013

Ifop Collectors n° 12 – Les accords de Paris. Mai 1955

1938-1939 : L'opinion française à la veille de l'entrée en guerre

La création puis les premiers pas de l'Ifop – l'Institut Français d'Opinion Publique – interviennent dans un contexte international particulièrement dramatique : les tensions germano-tchèques autour de la région des Sudètes qui allaient aboutir en septembre 1938 à la conférence de Munich puis à l'occupation en mars 1939 de Prague et de l'ensemble de la Bohême-Moravie par les troupes allemandes. C'est à l'occasion de ces événements historiques, que l'Ifop, pionnier des instituts de sondage fondé il y a maintenant 75 ans - va effectuer les toutes premières mesures de l'opinion publique française et permettre ainsi, à partir de plusieurs enquêtes menées entre septembre 1938 et juillet 1939, de répondre à des questions restées dans les mémoires : « Approuvez-vous les accords de Munich ? » et « Etes-vous prêts à mourir pour Dantzig ? »

Ce nouveau numéro de la série Ifop Collectors présente les résultats de ces différentes enquêtes qui sont autant de témoignages précieux et uniques sur l'état de l'opinion publique française, quelques mois avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale.

*« **76%** des Français pensent à l'été 1939 que la France devra empêcher, si besoin par la force, l'Allemagne de s'emparer de Dantzig. »*

L'OPINION DE L'ÉPOQUE SUR...

1. L'opinion publique française face aux deux crises de septembre 1938 et de mars 1939

p.3

2. L'opinion française et la situation internationale en juin/juillet 1939

p.6

1. L'opinion publique française face aux deux crises de septembre 1938 et de mars 1939

En septembre 1938, les troupes allemandes menaçaient d'attaquer la Tchécoslovaquie, alliée à la France par un traité d'assistance mutuelle, cette crise débouchant sur les accords de Munich. En mars 1939, l'armée allemande entrait dans Prague. Quelles ont été les réactions de l'opinion publique française à ces deux crises internationales, les enquêtes effectuées par l'Institut Français d'Opinion Publique, immédiatement avant et immédiatement après chacune de ces deux événements, l'établissent avec quelque précision.

Au mois d'août 1938, les souverains anglais venaient de visiter Paris, la France s'abandonnait avec enthousiasme à l'optimisme de cette amitié. L'enquête effectuée à ce moment montrait que sur 100 personnes, 80 pensaient que l'entente franco-anglaise maintiendrait la paix en Europe. L'attitude de l'Italie restait toutefois un problème : la moitié du public estimait qu'en cas de guerre elle se rangerait aux côtés de l'Allemagne. Mais - et c'est là le phénomène qui doit le plus retenir l'attention - on comptait à cette époque une proportion de 20% d'indifférents. A l'été 1938, l'opinion s'intéressait, en effet, bien davantage aux problèmes de politique intérieure, pour lesquels le pourcentage des indécis ne dépassait jamais 12% et descendait parfois, au taux de 2%.

Les réactions aux accords de Munich

En septembre 1938, les événements les plus graves se succèdent : mobilisations, concentrations de troupes, risque immédiat de guerre. Les accords de Munich viennent apporter une détente, au moins apparente. Mais ils déclenchent en France une grave crise de conscience : l'accord signé le 25 septembre entre les quatre grandes puissances européennes, bien qu'il écarte le grave péril de guerre qui planait sur l'Europe, ne réalise pas l'unanimité de l'opinion française. De graves polémiques s'engagent entre les partis et dans la presse. Il est à ce moment difficile de dire si la France dans son ensemble est ou non satisfaite de cet accord. Néanmoins, l'enquête entreprise par l'Institut Français d'Opinion Publique en octobre 1938, immédiatement après le retour en France de M. Daladier, montra que **57% de la population approuvaient les accords de Munich**, alors que 37% les estimaient néfastes. C'est que la France éprouvait encore un sentiment d'horreur à l'égard d'une guerre possible comme l'indique les résultats d'une seconde question. « Pensez-vous [avait-il été demandé, dans une formule intentionnellement vague] qu'une guerre générale entraînerait la destruction de la civilisation ? » 73% de l'opinion répondaient « Oui » ; 20% émettaient l'avis contraire.

Mais le coup de force accompli étant accepté, ce renoncement s'accompagnait de fortes résolutions pour l'avenir. A la question « Pensez-vous que la France et l'Angleterre doivent désormais résister à toute nouvelle exigence de Hitler ? » 70% répondaient « Oui », soit la même majorité qui venait d'affirmer son horreur de la guerre. Cette proportion si élevée et si peu fréquente se retrouve dans le détail si l'on examine la répartition des opinions à l'intérieur des catégories sociales parmi lesquelles a été menée l'enquête. Deux exceptions pourtant : sur dix personnes appartenant à des professions libérales, cinq seulement pensent qu'il faut résister à toute nouvelle exigence allemande contre trois d'opinion contraire et deux sans opinion. De même, la croyance qu'une guerre générale serait une catastrophe irréparable n'est pas partagée par plus des deux tiers des commerçants et des industriels.

Tout cela montre que l'esprit de résistance est apparu dès cette époque dans l'esprit de ceux mêmes qui acceptaient sans arrière-pensée les accords de Munich. Il faut ajouter d'ailleurs que l'intervention spectaculaire de M. Mussolini, au cours du mercredi 28 septembre, avait retourné l'opinion, et que 50% du public étaient maintenant persuadés qu'en cas de guerre, l'Italie ne combattrait pas aux côtés de l'Allemagne (contre 30% en août 1938).

Mais la conséquence la plus caractéristique de la crise de septembre a été sans doute la diminution massive du pourcentage des indifférents à l'égard des problèmes de politique extérieure. Si l'on excepte la question déjà mentionnée « *Pensez-vous que la France et l'Angleterre doivent résister à toute nouvelle exigence de Hitler ?* » pour laquelle le pourcentage des indécis était encore de 13% (résultat, sans doute, du trouble qu'avait fait naître dans les esprits les accords de Munich), la proportion des indifférents était uniformément de 7% au lieu de 20% en août, pour les trois autres questions. Il est donc hors de doute que la crise née des accords de Munich a stimulé l'opinion publique, réveillé la conscience nationale.

Septembre 1938 a donc marqué une date dans l'histoire de l'opinion française face aux événements extérieurs. Cette opinion, que les événements avaient transformée, a peu varié, les enquêtes l'ont montré, jusqu'en février 1939.

L'évolution de l'opinion de septembre 1938 à avril 1939

De septembre 1938 à mars 1939, aucune crise internationale grave, hors les réclamations coloniales de l'Italie, n'a troublé l'opinion française. Cette accalmie a provoqué d'abord un certain optimisme des esprits. « *Pensez-vous [avait-il été demandé au cours de l'enquête de février 1939], que sans faire la guerre, nous terminerons cette année 1939, sans avoir cédé aucune de nos possessions coloniales ?* ». Il convient de préciser d'abord le sens de cette question. A cette époque, le seul problème international qui se posât, était - on ne l'a pas oublié - un problème colonial ; et un conflit ne paraissait pouvoir sortir que de nos rapports assez difficiles avec l'Italie. Ainsi la majorité de 57% qui donna à la question proposée une réponse affirmative voulait exprimer que la guerre n'aurait pas lieu. A ces esprits confiants dans l'avenir de la paix, pouvait s'ajouter une notable fraction de 21% qui préférerait s'abstenir de formuler une opinion. Il est remarquable que la somme de ces deux nombres corresponde à 1% près à la proportion (79%) des personnes qui, à la même époque, pensaient que « *le souci le plus urgent du gouvernement doit être de renforcer notre puissance militaire* ».

Le calme relatif qui succéda à Munich, tout en rassurant les esprits, n'avait donc pas dissipé les résolutions prises en octobre 1938. A cette date (comme on l'a vu précédemment), en effet, 70% de l'opinion se montraient disposés à résister à toute nouvelle exigence, et 7% se désintéressaient de la question. C'est dans cette attitude, confiante mais résolue, que l'opinion publique française fut surprise par la crise de printemps.

En avril 1939, 77% du public estimaient l'annexion de la Bohême, de la Moravie, et de l'Albanie « dangereuses pour la France » (cf. page suivante), tandis que 5% seulement, paraissaient indifférents à la question. Si l'on rapproche ces résultats de ceux qui ont été obtenus au lendemain de Munich, (57% d'approbations) on jugera que le fait nouveau, révélé par cette enquête d'avril, est la défiance, peut-être clairvoyante, des Français devant tout accroissement de la puissance de l'axe Rome-Berlin.

Ainsi, l'opinion estimait après mars que tout accroissement présent risquait d'entraîner un accroissement futur. Et cette inquiétude a eu pour première conséquence de restreindre sensiblement le pourcentage de ceux qui estimaient que l'année se terminerait sans guerre (47% contre 37% d'opinion contraire). La tension grandissante des esprits est révélée par la diminution notable du pourcentage des indécis qui, pour deux questions à peu près identiques, passait de 21% en février à 16% en avril (cf. ci-dessous). Ce pessimisme croissant, cet esprit de résistance stabilisé dans l'opinion française depuis octobre 1938, nous les retrouverons, encore mieux définis, dans les résultats des enquêtes conduites en juillet 1939 à la veille de la déclaration de guerre.

Les résultats de l'enquête d'avril 1939

Le 15 mars dernier, les troupes hitlériennes envahissaient la Bohême et la Moravie et le lendemain 16 mars, le Führer-Chancelier apparaissait en personne au balcon du château de Prague. Trois semaines plus tard, le Vendredi-Saint 7 avril, la flotte italienne bombardait les ports de Durazzo et Valona, tandis que les troupes du Duce débarquaient en Albanie et occupaient rapidement tout le pays. L'Institut Français d'Opinion Publique a posé à cette occasion deux questions pour déterminer comment le public réagissait en présence de ces événements.

L'Allemagne vient de prendre la Tchécoslovaquie, l'Italie occupe l'Albanie. Pensez-vous que ces annexions sont dangereuses pour la France ?

Avril 1939	
Oui	77
Non.....	18
Abstention	5
	100

Si nous classons les réponses d'après la profession de leurs auteurs, nous verrons que la proportion des « Oui » est de 78% chez les personnes exerçant une profession industrielle, de 81% chez les commerçants, de 85% chez les fonctionnaires. La proportion des abstentions chez les habitants des campagnes se monte à 16%. Un classement par âge révèle les faits suivants : l'indifférence à la question, qui est inférieur à 2% chez les jeunes gens de moins de 30 ans, atteint près de 10% chez les personnes de plus de 60 ans.

Il en résulte que la grande majorité des Français est inquiète des initiatives prises au début du printemps par les puissances totalitaires. Pourtant l'opinion française ne croit pas la guerre inévitable. Voici en effet la question qui avait été posée et les réponses qu'elle a reçues.

Pensez-vous que nous serons inévitablement entraînés dans une guerre cette année ou l'an prochain ?

	Février 1939	Avril 1939
Oui	22	37
Non.....	57	47
Abstention.....	21	16
	100	100

La majorité des réponses négatives vient surtout des commerçants, des fonctionnaires et des personnes exerçant une profession libérale. Nous devons également rappeler qu'au mois de février une enquête avait déjà révélé une majorité de 57% de personnes confiantes dans l'avenir de la paix. En conclusion, l'opinion publique ne se dissimule pas la gravité des périls qui menacent la Paix, mais ne la croit pas inévitablement compromise.

La crise de septembre 1938 - véritable date, disions-nous, dans l'histoire de l'opinion française - a apporté en France deux éléments nouveaux : la conscience du péril international, la volonté d'y faire face. La crise de mars 1939, bien qu'elle apparaisse comme une date secondaire, est pourtant à l'origine de ce pessimisme méfiant dont nous constaterons en juillet tous les effets.

2. L'opinion française et la situation internationale en juin/juillet 1939

Interrogée sur la situation internationale, l'opinion, dans l'ensemble, pense que les risques de guerre sont sérieux pour cette année. Elle demande que les initiatives allemandes ou japonaises soient arrêtées. Elle ne croit pas que l'Espagne se détache des puissances de l'axe Berlin-Rome. Mais elle compte beaucoup sur les effets de la conscription anglaise et de l'alliance anglo-franco-russe. Ces différents points sont exposés ici avec quelques détails.

L'opinion et les risques de guerre

Deux questions ont été posées au cours de l'enquête de juin-juillet 1939 sur les chances que nous avons d'être entraînés dans une guerre en cette fin d'année. Elles revenaient à demander :

I. Si nous aurons la guerre en 1939.

II. S'il restera des chances de guerre au mois d'octobre.

Voici les réponses à la première question

Juin-Juillet 1939	
Oui	45
Non.....	34
Abstention	21
	100

Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	50	44	47	42	41	41	45	43	50
Non	32	35	33	40	32	36	35	37	30
Abstention	18	21	20	18	27	23	20	20	20

Et voici les réponses à la deuxième question

Juin-Juillet 1939	
Oui	67
Non.....	25
Ne se prononcent pas	8
	100

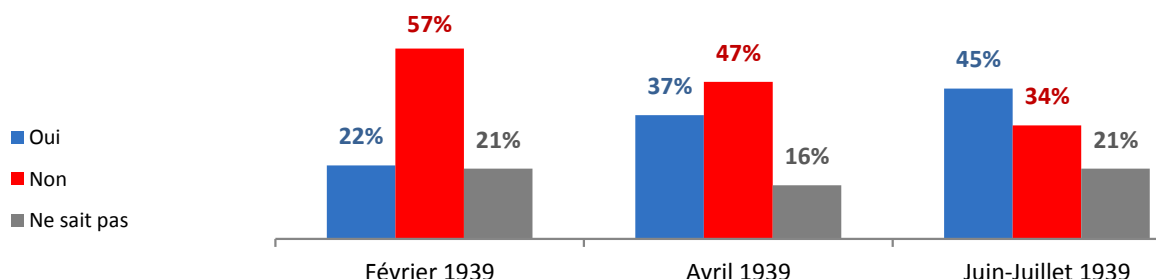
Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	72	71	68	61	60	64	66	79	84
Non	22	23	22	27	33	29	22	14	10
Abstention	6	6	10	12	7	7	12	7	6

Ces résultats appellent un certain nombre de commentaires :

- 1- **Signification des réponses.** Une première signification de ces réponses est évidente : le public français voit en majorité que nous n'échapperons pas à la guerre en 1939. Toutes les catégories étudiées croient en majorité à la guerre. Dans les deux tableaux, les fonctionnaires sont ceux qui croient le plus à la guerre, et les habitants des campagnes ceux qui y croient le moins. L'examen des réponses par catégories d'âges montre que l'on croit d'autant plus à la guerre que l'on est plus jeune.

- 2- **L'évolution de l'opinion.** Deux questions assez similaires avaient été posées antérieurement, en février et en avril. La différence de formulation interdit que l'on donne à cette comparaison une signification trop absolue. Pourtant il est frappant de constater qu'en février 1939, 57% du public ne croyaient pas à l'éventualité d'une guerre, et qu'en avril, 47% encore conservaient leur confiance dans les chances de la paix, cette proportion tombant à 34% désormais.

Graphique synthétique sur le pronostic de déclenchement de la guerre en 1939



Suivant toutes les apparences, l'opinion publique française considère que la situation internationale n'a pas cessé de s'aggraver pendant les six premiers mois de cette année 1939.

La question de Dantzig

Au mois d'octobre 1938, immédiatement après les accords de Munich et l'entrée des troupes allemandes dans la région des Sudètes, nous avons trouvé une majorité aussi forte que 70% pour estimer que la France et l'Angleterre devaient désormais résister à toute nouvelle exigence du Chancelier Hitler. En avril 1939, après l'invasion de la Bohême et de la Moravie, 77% de l'opinion pensaient que des annexions de ce genre constituent un danger pour la France. En première ligne de l'actualité internationale figure maintenant le problème de savoir si l'Allemagne aura la liberté d'occuper la ville libre de Dantzig. Devrons-nous l'en empêcher, au besoin par la force ? Une très importante majorité du public français est de cet avis, comme le montrent les résultats ci-dessous :

Pensez-vous que si l'Allemagne tente de s'emparer de la ville libre de Dantzig, nous devons l'en empêcher, au besoin par la force ?

		Juin-Juillet 1939
Oui		76
Non.....		17
Ne se prononcent pas		7
		100

Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	79	72	71	79	82	73	76	77	78
Non	14	24	20	16	10	17	17	18	18
Abstention	7	4	9	5	8	10	7	5	4

Plus de trois quarts du public sont donc d'avis que nous ne devons pas laisser l'Allemagne s'emparer de Dantzig. Le résultat de cette enquête de juin-juillet est d'autant plus significatif que cette proportion est du même ordre qu'en octobre 1938 (70% des Français estimant après Munich qu'il faut résister à toute nouvelle exigence d'Hitler) et en avril 1939 (77% pensaient que l'annexion de la Bohême-Moravie constitue un danger pour la France). Il existe en France une opinion de la résistance à l'axe Berlin-Rome.

Le second tableau fait apparaître l'évolution de cette opinion de la résistance avec l'âge. Elle est maximale chez les jeunes gens de 20 à 29 ans, et à partir de 50 ans, est minimale entre 30 et 49 ans.

La question d'Extrême-Orient

La guerre sino-japonaise se déroule lentement. Les influences et les intérêts occidentaux sont gravement compromis en Extrême-Orient. Avec le blocus de la concession anglaise de Tien-Tsin, cette opposition du Japon aux puissances occidentales a pris un caractère officiel. En décembre 1938, nous demandions si l'Indochine française était menacée par l'avance du Japon en Chine. 66% de l'opinion répondaient « Oui ». Nous notions 26% d'indécis. En juin-juillet 1939, c'est une majorité bien plus considérable qui estime nécessaire la résistance franco-anglaise aux initiatives du Japon.

Pensez-vous [avait-il été demandé] que la France et l'Angleterre doivent résister énergiquement au Japon ?

Juin-Juillet
1939

Oui	80
Non.....	13
Ne se prononcent pas	7
	100

Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	88	76	75	79	77	81	82	82	75
Non	12	17	17	13	10	11	11	13	18
Abstention	0	7	8	8	13	8	7	5	7

L'esprit de la résistance atteint donc une majorité considérable, dans toutes les catégories étudiées. On a même l'impression que sur cette question, les opinions sont bien plus déterminées encore que sur la question de Dantzig.

L'opinion a confiance dans les alliances de la France

Les réponses dont nous venons d'exposer le détail et d'analyser la signification montrent que le public français est pleinement conscient des dangers qui menacent le pays, et qu'il est en même temps partisan d'une politique d'énergie. Parmi les éléments de sa confiance dans le succès de notre politique, il convient de placer assurément son opinion sur la valeur de nos alliances. Dès le mois d'août 1938, 78% des Français estimaient déjà que l'entente de la France et de l'Angleterre peut seule maintenir la paix en Europe. En juin-juillet 1939, nous avons trouvé les réponses suivantes à la question de savoir si la conscription en Angleterre sert la cause de la paix européenne.

Juin-Juillet
1939

Oui	91
Non.....	6
Ne se prononcent pas	3
	100

Le projet d'un accord anglo-franco-russe est lui aussi très bien accueilli. Voici la question qui avait été posée.

Pensez-vous qu'une alliance précise de la France et de l'Angleterre avec l'U.R.S.S. contribuera beaucoup à maintenir la paix en Europe ?

Juin-Juillet
1939

Oui	81
Non.....	16
Ne se prononcent pas	3
	100

Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	85	77	84	82	71	81	84	70	85
Non	13	17	14	15	29	16	14	25	12
Abstention	2	6	2	3	0	3	2	5	3

Les catégories les plus hostiles à cette alliance sont les personnes de plus de 60 ans et, au point de vue professionnel et social, les commerçants. Pourtant, même dans les catégories les plus hostiles, l'alliance anglo-franco-russe est considérée comme utile à la paix par plus des deux tiers de la population. Ce résultat mérite certainement d'être noté.

La question de la nouvelle Espagne

Le problème de l'attitude de la nouvelle Espagne à l'égard de la France est présent dans tous les esprits. Les pays totalitaires qui ont aidé à la victoire du Général Franco essayent d'attirer celui-ci dans leur orbite. La France de son côté n'a rien à gagner à entretenir de mauvais rapports avec sa voisine pyrénéenne. Jusqu'à présent, on peut dire que le Caudillo n'a pas manifesté un choix définitif, et l'on constate que l'opinion publique française est encore hésitante sur l'avenir de nos rapports avec l'Espagne.

Au mois de décembre 1938, avant la fin de la guerre civile espagnole, une enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique avait montré que le public français jugeait qu'une victoire des nationalistes espagnols serait défavorable à la France. Une question avait été posée en ces termes :

Pensez-vous que si le Général Franco est vainqueur en Espagne, la France aura un ennemi de plus à ses frontières ?

Décembre
1938

Oui	74
Non.....	21
Ne se prononcent pas	5
	100

En Juin-Juillet 1939, une autre enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique montre que le public français ne se trouve plus dans les mêmes dispositions défiantes à l'égard de l'Espagne. Dans une première question, il avait été demandé si l'Espagne restera indéfectiblement attachée à l'Italie et à l'Allemagne ; dans une deuxième question, si une aide financière éventuelle de la France à l'Espagne risque de détacher cette puissance de ses amitiés avec les pays totalitaires.

Juin-Juillet
1939

Voici les réponses à la première question

Oui	46
Non.....	46
Ne se prononcent pas	8
	100

Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	50	49	39	36	42	50	49	31	50
Non	45	39	52	56	52	40	47	60	42
Abstention	5	12	9	8	4	10	4	9	8

Juin-Juillet
1939

Voici les réponses à la deuxième question

Oui	37
Non	54
Ne se prononcent pas	9
	100

Détail :	20 ans	30 ans	40 ans	50 ans	60 ans	Paysans	Ouvriers	Commerçants	Fonctionnaires
Oui	40	32	31	39	49	34	37	48	32
Non	54	61	55	55	42	55	53	47	63
Abstention	6	7	14	6	9	11	10	5	5

La comparaison de ces résultats avec les chiffres de décembre 1938 montre que l'opinion publique française a abandonné beaucoup de sa défiance à l'égard de l'Espagne du Général Franco.

Il faut toutefois faire trois remarques :

- 1- La première, c'est que les avis sont très partagés, puisque sur la première question les réponses s'équilibrent, et que sur la deuxième les 37% de réponses affirmatives s'accompagnent de 54% de réponses négatives.
- 2- La deuxième remarque, c'est que la proportion des indécis est loin d'être négligeable ; elle approche du dixième de la population.
- 3- La troisième remarque sera la plus importante. On s'attendrait à trouver une corrélation assez forte entre les réponses négatives à la première question et les réponses affirmatives à la seconde question. En d'autres termes, les personnes qui ne croient pas l'Espagne irrémédiablement attachée aux puissances totalitaires, devraient à plus forte raison penser qu'une aide financière de la France nous ramènera l'amitié espagnole. Or la proportion de cette dernière opinion est moindre (37%) que la proportion des personnes ayant répondu « Non » à la première question (46%). Cette anomalie ne doit sans doute pas être interprétée comme témoignant d'une inconséquence grave dans les opinions du public, mais bien plutôt, s'il nous est permis de présenter une hypothèse, comme un indice d'une grande incertitude de l'opinion publique sur la future attitude de l'Espagne.

SONDAGES
REVUE FRANÇAISE DE L'OPINION PUBLIQUE

Une partie de ces résultats sont extraits de la revue :

Contact : Jérôme Fourquet - Directeur du Département Opinion et Stratégies d'entreprise - jerome.fourquet@ifop.com

Août 2013

Ifop Collectors déjà publiés

MARS 2012	<i>N° 1 - Les Accords d'Evian</i>
AVRIL 2012	<i>N° 2 - Retour sur l'élection présidentielle de 1965</i>
AVRIL 2012	<i>N° 3 - Le référendum sur l'Europe du 23 avril 1972</i>
MAI 2012	<i>N° 4 - La crise de mai 1968</i>
JUIN 2012	<i>N° 5 - Juin 1967 : le conflit entre Israël et les pays arabes</i>
JUILLET 2012	<i>N° 6 - Le Tour de France</i>
AOUT 2012	<i>N° 7 - Enquêtes corses 1975/2012</i>
SEPTEMBRE 2012	<i>N° 8 - L'image du PC de 1964 à nos jours</i>
OCTOBRE 2012	<i>N° 9 - Le mouvement Poujade</i>
OCTOBRE 2012	<i>N° 10 - 1961 : le catholicisme en France à la veille de Vatican II</i>
DECEMBRE 2012	<i>N° 11 - Union et Scissions à droite, 1976 - 2012</i>
JANVIER 2013	<i>N° 12 - Les accords de Paris, Mai 1955</i>
FEVRIER 2013	<i>N° 13 - Été 1962, les agriculteurs français : conditions de vie et opinions</i>
MARS 2013	<i>N° 14 - De 1999 à 2013 : du Kosovo au Mali, l'opinion publique et les interventions extérieures</i>
MARS 2013	<i>N° 15 - 1961-1963 : les conflits sociaux et la grève des mineurs</i>
AVRIL 2013	<i>N° 16 - 1971 : une étude sur la question régionale en Alsace</i>
MAI 2013	<i>N° 17 - 1972-2013 : Les Français face aux affaires</i>
JUIN 2013	<i>N° 18 - 1995-2013 : Les Français face à l'avenir de leurs retraites</i>
JUILLET 2013	<i>N° 19 - 1986-2013 : La société française et l'homosexualité</i>
AOUT 2013	<i>N° 20 - Août 1944 : L'opinion des Parisiens lors de la libération de la Capitale</i>